

55045

Distr.  
LIMITEE

ECA/PADIS/RTC/III/4  
6 avril 1987

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

• Troisième réunion du Comité technique  
régional du PADIS

15 et 16 avril 1987  
Addis-Abeba (Ethiopie)

RAPPORT SUR LE FINANCEMENT DU PADIS

1. Depuis la dernière réunion du Comité technique régional, PADIS a déployé des efforts considérables pour assurer le financement de la suite du projet. Au rang de ces efforts, et non des moindres, figure la préparation d'un projet qui sera soumis au Bureau régional du PNUD pour l'Afrique la phase III du projet PADIS dans les pays d'Afrique subsaharienne et dont le coût s'élève à 5 271 000 dollars des Etats-Unis.

Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

2. Le projet qui couvre la période quinquennale 1987-1991 correspondant au quatrième cycle de programmation du PNUD a pour objectif immédiat de promouvoir :

- la formulation et l'application par les gouvernements de politiques d'information;
- la disponibilité d'une base de ressources d'information;
- un meilleur accès aux informations disponibles;
- l'amélioration de l'utilisation des informations;
- les sources de revenu pour soutenir certaines activités du projet;
- la participation des centres de liaison nationaux et des institutions africaines régionales et sous-régionales au réseau du PADIS;
- la production de normes et instruments de traitement de l'information ainsi que l'utilisation de normes compatibles par les centres participants;
- l'amélioration des compétences et du savoir-faire du personnel des centres participants et l'introduction de techniques de pointe d'exploitation des informations;
- l'amélioration de l'efficacité du Bureau central de coordination du PADIS dans l'exécution et la promotion du programme ainsi que dans la coordination du réseau.

3. Le projet vise essentiellement la fourniture de services consultatifs, le développement continu de base de données informatisées, la fourniture de produits et services d'information, la création et le renforcement des centres participants aux niveaux national, sous-régional et régional, l'élaboration et la promotion de normes et instruments, la formation et l'amélioration du matériel informatique et de documentation du Bureau central de coordination ainsi que la fourniture de services fonctionnels aux réunions régionales et sous-régionales.

4. Le budget d'un montant de 5 271 000 dollars des Etats-Unis se répartit comme suit : experts et formation, 37,5 et 22,9 p. 100 respectivement; matériel consommable, 7,8 p. 100; matériel durable, 7,5 p. 100; divers, 5,1 p. 100; soutien administratif, 11,4 p. 100 et voyages, 7,7 p. 100. Le projet n'a pas encore été définitivement approuvé, ce devrait intervenir avant la fin du premier semestre de 1987. Cependant, PADIS a reçu une autorisation préalable d'un montant de 373 000

dollars des Etats-Unis pour les activités de sa phase III en faveur de l'Afrique subsaharienne devant couvrir la première moitié de 1987. Ces fonds serviront à financer les activités au niveau du Bureau central de coordination et des Etats membres couverts par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (Afrique subsaharienne).

#### Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes

5. Après quatre ans et demi de négociation avec le Bureau régional du PNUD pour les Etats arabes, un accord a été conclu en vertu duquel les activités de PADIS pour l'Afrique du Nord au cours de la période 1987-1991 seront intégrées à la proposition concernant ARISNET et sous-traitée à PADIS/CEA dans le cadre d'un accord Unesco-CEA. Le projet sera basé au Centre de documentation de la Ligue arabe (ALDOC) à Tunis qui accueillera PADIS. PADIS entreprendra ainsi ses activités au niveau de la sous-région de l'Afrique du Nord conformément aux objectifs du projet du PNUD pour l'Afrique subsaharienne. Le document E/ECA/RTC/III/3 intitulé "Report on progress in programme implementation" (état d'avancement de l'exécution du programme) contient de plus amples détails. Ce projet est également à l'étude et devrait être approuvé avant mai 1987. Le budget prévu pour la partie du projet intéressant PADIS s'élève à 320 000 dollars des Etats-Unis; ce montant devra couvrir les dépenses de personnel (consultants et personnel d'appui), de formation, d'installation de micro-ordinateurs à imprimante arabe, d'imprimerie et les frais divers.

#### Contribution de la CEA

6. Malgré la crise financière que connaît l'Organisation des Nations Unies, PADIS continue à recevoir une contribution substantielle du budget ordinaire de la CEA en faveur de ses activités. Pour 1987, cette contribution est estimée à 379 700 dollars des Etats-Unis. Du fait de la crise financière, la CEA n'a pu absorber aucun des postes du projet au titre du budget ordinaire en 1987. La contribution de la CEA portera sur l'exécution et le suivi du projet, le soutien administratif, la fourniture du personnel technique et de services de secrétariat d'appui, de matériel informatique et son entretien, les fournitures de bureaux et pour ordinateur, locaux et équipements de bureau. Dans le cadre du plan à moyen terme 1990-1995, PADIS oeuvrera en vue d'une régularisation de ses activités.

#### Contribution des Etats membres

7. Dans le cadre de l'exécution des projets financés par le PNUD, les gouvernements africains devraient : i) apporter une contribution en espèces et en nature en vue de l'exécution de la partie nationale du programme PADIS; ii) affecter du personnel national de contrepartie au personnel chargé du projet et aux consultants pour la durée des missions consultatives et des programmes de formation; iii) désigner des stagiaires pour suivre les programmes de formation et iv) envoyer des représentants aux réunions consultatives, techniques et de formulation de politiques parrainées par PADIS.

8. Il est significatif que la première contribution financière d'un Etat membre au PADIS ait été reçue en 1986 par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA). En effet, le Gouvernement zairois a apporté une contribution de 30 000 dollars des Etats-Unis

pour la formation et la fourniture de services consultatifs dans les pays de la sous-région des Grands Lacs en 1987. Il est à espérer que d'autres pays feront des contributions semblables. A cet égard, un projet est en préparation, qui sera présenté à la Conférence d'annonces de contributions du FASNUDA de 1987 afin de solliciter des contributions supplémentaires d'autres pays membres.

#### Centre de recherche sur le développement international

9. Le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) du Canada a approuvé un projet d'assistance au PADIS pour la période 1987-1988 d'un montant 201 368 dollars des Etats-Unis. Ce projet financera le poste de coordonnateur de la formation pour une période d'un an ainsi que la formation et les publications ayant trait à la formation.

#### Autres donateurs

10. PADIS a soumis une proposition de projet d'un montant de 1,4 million de dollars des Etats-Unis à la Banque africaine de développement, qui est actuellement à l'étude. Ce projet aidera à la création et au renforcement de centres sous-régionaux.

11. PADIS prépare également des projets qui seront soumis à d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux, notamment la Communauté économique européenne et les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Japon. Ces projets nécessiteront une assistance au renforcement des centres sous-régionaux ainsi qu'un appui institutionnel et aux programmes. Ils seront également conçus pour répondre aux demandes spécifiques des Etats membres qui ne bénéficient pas d'appui d'autres sources. Aucun engagement n'a encore été communiqué par ces donateurs. Toutefois, PADIS continuera à redoubler d'efforts afin de trouver des sources nouvelles et variées de financement pour le projet.

#### Revenu produit par le projet

12. Comme l'a recommandé la mission d'évaluation, PADIS se propose dans le cadre de ce projet d'examiner la possibilité du point de vue juridique et pratique, de produits et services générateurs de revenus, notamment la commercialisation de programmes de formation et de services d'information. Cet examen débutera en 1987 et portera sur la possibilité d'introduire une structure de rémunération pour l'accès à la base des données en liaison directe grâce aux réseaux publics, la commercialisation des publications techniques et des bases de données (service différé) à l'intention d'utilisateurs non régionaux et d'organisations à but lucratif de la région, et le développement et la commercialisation de nouveaux produits d'information. Si aucune estimation ne peut à ce stade être faite quant au montant du revenu que la stratégie pourra générer pour le projet, celle-ci demeure néanmoins un élément important du projet qui doit être exploité en vue de renforcer les perspectives d'avenir de PADIS.